

Comité de soutien Vérité et Justice

Appel pour la reconnaissance des conséquences des essais nucléaires et la juste indemnisation des victimes

Depuis bientôt sept ans, les vétérans des essais nucléaires français se sont regroupés en associations, l'Aven (plus de 3 000 membres) et Moruroa e tatou en Polynésie (plus de 4 000 membres) dont il faut saluer leur combat juridique avec l'aide du cabinet d'avocats Teissonnière-Topaloff-Lafforgue.

L'enquête santé auprès des adhérents de l'Aven révèle que 35 % des vétérans sont atteints de cancers, soit deux fois plus que les Français de la même génération. Le taux des cancers du sang est anormalement élevé (22 %) et 40 % des vétérans atteints de cancer sont déjà décédés. L'enquête révèle aussi que 82 % des vétérans sont atteints d'autres maladies non cancéreuses, principalement cardiaques, qui sont survenues souvent avant l'âge de 30 ans. On compte 33 % de vétérans qui n'ont pas eu d'enfants, dont 25 % en raison d'une anomalie du sperme.

Depuis 2002, toutes les sensibilités politiques représentées au Sénat et à l'Assemblée nationale ont déposé des propositions de loi visant à obtenir réparation pour toutes les victimes des essais nucléaires, militaires et civils, qu'ils soient Français, Algériens ou Polynésiens, ou qu'ils vivent à proximité des anciens sites d'essais du Sahara et de Polynésie. Certains d'entre nous ont assisté aux réunions de ces victimes et pris l'engagement de mener ce combat jusqu'à ce qu'il soit gagné.

Faisant appel à la justice, des vétérans commencent à obtenir gain de cause devant les tribunaux qui reconnaissent le bien-fondé de leur action et condamnent l'État à leur accorder réparation. Chacun sait cependant que toutes les victimes ne pourront accéder à une juste réparation tant les procédures sont longues et difficiles.

De son côté, invariablement, le ministère de la Défense affirme contre toute évidence que ses essais nucléaires ont été « propres » et sans conséquences, ni sur la santé des personnes, ni sur l'environnement. L'émouvante émission de *Thalassa* et autres reportages viennent de nous rappeler la réalité dont les êtres vivants et les paysages sont les témoins.

Les affirmations du ministère français de la Défense sont en grande contradiction avec la position des États-Unis qui, par une loi de 1988, admettent que leurs expériences nucléaires ont fait des victimes, adoptent le principe de la présomption de lien avec les essais pour 31 cas de cancers et indemnisent en conséquence tant les vétérans civils et militaires que les populations voisines de leurs anciens sites d'essais.

Issus d'horizons divers — scientifiques, parlementaires, artistes, sportifs, journalistes de la presse écrite, télévision et radio —, les signataires ci-dessous ont décidé de se constituer en Comité de soutien à l'Association des vétérans des essais nucléaires (Aven) et à l'association Moruroa e tatou. En plein accord avec celles-ci nous avons décidé d'amplifier ce combat pour la vérité et la justice.

Jusqu'à-là les gouvernements français, l'Assemblée nationale et le Sénat ont refusé de mettre à l'ordre du jour les propositions de loi émanant des groupes politiques de gauche et de droite.

Nous les appelons à le faire rapidement pour mettre en œuvre les revendications des vétérans des essais nucléaires par :

- le vote d'une loi sur le suivi sanitaire et environnemental des essais nucléaires ;
- la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes ;
- la création d'une commission de suivi des conséquences sanitaires et environnementales des essais nucléaires ;
- la levée du secret défense sur les documents portant sur le niveau des retombées radioactives, sur la santé et sur toutes les données radiologiques des essais nucléaires de la France au Sahara et en Polynésie française, entre 1960 et 1996.

Plus de 40 ans après ces essais, il est urgent de reconnaître leurs droits. De nombreuses victimes sont déjà décédées.

Nous appelons les citoyens à soutenir cet appel et à le signer

(voir liste des premiers signataires au verso)

NOM, prénom	qualité	adresse complète	signature

À retourner au : Comité de soutien Vérité et Justice, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon

Fax : 04 78 36 36 83 • Courriel : comite.veriteetjustice@yahoo.fr

Liste des premiers signataires au 10 juin 2008 du Comité de soutien Vérité et Justice

- Mme Yasmina ADI, réalisatrice
M. Raymond AUBRAC, commissaire de la République honoraire,
Grand Officier de la Légion d'honneur
Mme Brigitte BARÈGES, maire de Montauban,
députée de Tarn-et-Garonne, UMP
M. Bruno BARRILLOT, expert, ancien chargé de mission
auprès du gouvernement de Polynésie
M. Yann BARTE, journaliste
Mme Marie-France BEAUFILS, maire de Saint-Pierre-des-Corps,
sénatrice PC
M. Abraham BÉHAR, président de l'Association des médecins
français pour la prévention de la guerre nucléaire
M. Larbi BENCHIHA, réalisateur indépendant
M. Mohamed BENDJEBBAR, président de l'association algérienne
des victimes des essais nucléaires français au Sahara
Mme Sabrina BIRCK, représentante à l'Assemblée de Polynésie
M. Alain BOCQUET, député du Nord, PC
Mme la Générale Simone de BOLLARDIÈRE, Mouvement
pour une action non-violente, Les Verts
Mme Nicole BORVO COHEN-SEAT, sénatrice de Paris, PC
M. Patrice BOUVERET, président de l'Observatoire
des armements/CDRPC
M. José BOVÉ, syndicaliste, porte-parole de Via Campesina
M. Robert BRET, sénateur des Bouches-du-Rhône, PC
M. Michel BRUGIERE, directeur de Médecins du Monde
Mme Marie-Georges BUFFET, députée de Seine-Saint-Denis, PC
Mme Cathy BUIILLARD, représentante à l'Assemblée de Polynésie
Mme Monique CERISIER-BEN GUIGA, sénatrice représentant
les Français établis hors de France, PS
Mme Anice CLÉMENT, productrice à France Culture
M. Jean-Marie COLLIN, consultant
Mme Hélène CONNOR, présidente de Helio International
Mme Annie DAVID, sénatrice de l'Isère, PC
M. Vincent DEFAIT, journaliste à L'Humanité
M. Jean-Jacques DE FELICE, avocat
M. Claude DELEVACQ, secrétaire général de l'Arac (Association
républicaine des anciens combattants et victimes de guerre)
M. Jean-Paul DEMANGE, prêtre, Meurthe-et-Moselle
Mme Michelle DEMESSINE, sénatrice du Nord, PC
Mme Arielle DENIS, coprésidente du Mouvement de la paix
M. Roland DESBORDES, président de la Criirad (Commission de
recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité)
M. Jean DESSESSARD, sénateur de Paris, Les Verts
M. Marc DOLEZ, député du Nord, PS
M. John DOOM, coordinateur de Moruroa e tatou, Polynésie
M. Claude DOUCET, maire, conseiller général de Valençay (36), UMP
M. Albert DRANDOV, scénariste de bande dessinée
M. Michel DREYFUS-SCHMIDT, sénateur du Territoire de Belfort, PS
M. Yannick FAVENNEC, député de la Mayenne, UMP
M. Guy FISCHER, vice-président du Sénat, PC
Mgr Jacques GAILLOT, évêque de Partenía
Mme Vennila GARNIER, Polynésie
M. André GERIN, maire de Vénissieux, député du Rhône, PC
M. Jean-Patrick GILLE, député d'Indre-et-Loire, PS
M. Jacques GOUGAT, président de l'Ufac (Union française
des associations de combattants et de victimes de guerre)
M. Maxime GREMETZ, député de la Somme, PC
M. Mohammed HARBI, historien
M. Alain HERMANN, artiste peintre
Mme Unutea HIRSHON, représentante à l'Assemblée de Polynésie
M. Robert HUE, maire de Montigny-Lès-Corneilles, sénateur
du Val-d'Oise, PC
M. Paul JEANNETEAU, maire, député de Maine-et-Loire, UMP
M. Charles JOSSELIN, sénateur des Côtes d'Armor,
ancien ministre, PS
Michel JOUVET, membre de l'Académie des Sciences
M. Dominique LALANNE, CNRS, physicien nucléaire,
président d'Abolition 2000 Europe
M. Bernard LANGLOIS, journaliste
M. Mehdi LLAOUI, réalisateur, président de l'Association
au nom de la mémoire
M. Jean LASSALLE, député des Pyrénées-Atlantiques, non-inscrit
Mme Hélène LUC, sénatrice honoraire, PC
M. Jacques MAITRE, directeur de recherche, CNRS
M. Jean-Pierre MASSON, secrétaire de l'Aven
M. Christian MÉNARD, député du Finistère, médecin, UMP
M. Noël MAMÈRE, maire de Bègles, député de Gironde, Les Verts
Mme Rosa MOUSSAOUI, journaliste à L'Humanité
M. Jean-Marie MULLER, écrivain, porte-parole du Mouvement
pour une alternative non-violente
M. Tauhiti NENA, représentant à l'Assemblée de Polynésie
M. Francis NETTER, docteur es science
M. Roland OLDHAM, président de Moruroa e tatou, Polynésie
M. Djamel OUAHAD, cinéaste
M. Claude PARMENTIER, chef de service honoraire
à l'Institut Gustave-Roussy, professeur honoraire
à la faculté de médecine Paris XI
Mme Nicole PARMENTIER, chef de service honoraire au CEA
(Commissariat à l'énergie atomique)
M. Régis PLICHART, Polynésie
M. Daniel RAOUL, adjoint au maire d'Angers, sénateur
du Maine-et-Loire, PS
Mme Michèle RIVASI, ancienne députée, vice-présidente du Conseil
général de la Drôme, adjointe au maire de Valence, Les Verts
Mme Brigitte ROOMATAAROA, Polynésie
M. Alain RUSCIO, historien
Mme Monique SENÉ, directrice honoraire de recherches au CNRS,
présidente du GSIEN (Groupement des scientifiques
pour l'information sur l'énergie nucléaire)
M. Raymond SENÉ, physicien nucléaire
M. Jean-Pierre SINAPI, réalisateur
Mme Christiane TAUBIRA, députée de Guyane,
Parti radical de gauche
M. Jean-Charles TAUGOURDEAU, maire, député de Maine-et-Loire,
UMP
M. Hirohira TEFAARERE, représentant à l'Assemblée de Polynésie
M. Jean-Pierre TEISSONNIÈRE, avocat
Mme Miranda TOOMARU, secrétaire, Polynésie
M. Jacques TRELIN ancien responsable syndical du CEA
M. Jean-Louis VALATX, président de l'Aven, directeur de recherche
honoraire à l'Inserm
M. Raphaël VAHE, président de l'Arac (Association républicaine
des anciens combattants et victimes de guerre)
M. Michel VERGER, vice-président de l'Aven
M. Pierre VILLARD, coprésident du Mouvement de la paix
Mme Dominique VOYNET, maire de Montreuil,
sénatrice de Seine-Saint-Denis, Les Verts
M. Jacques WALTER, pasteur
M. Francis WURTZ, député européen du Bas-Rhin,
président du groupe GUE (Gauche, verte nordique)
M. Lucien YAU, Polynésie